

# Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

## Sommaire

### DOCTRINE

**Daniel Boulmier** : Renvoi pour cause de suspicion légitime en violation de la collégialité (à propos d'ordonnances de premiers présidents de Cour d'appel).

**Jacques Déchoz** : Les CHSCT dans la tourmente ? (à propos du rapport *Verkindt*).

**Anja Johansson** : Le contrôle par le juge des clauses contractuelles relatives à la durée et aux horaires de travail.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment*

Expertise CHSCT : appréciation du risque dans le temps et analyse des mesures décidées par l'employeur.

**Tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse 18 février 2014 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 mai 2014** – Note Fabrice Février (p.648)

*Molex* acte III ou le coemploi entre flux et reflux.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014** – Note Myriam Castel (p.654)

Comment vérifier si un organisme de droit privé est effectivement en charge d'une mission de service public ? (à propos du champ d'application de la grève dans les services publics).

**Conseil d'Etat (4/5 ssr) 4 décembre 2013** – Note Arnaud Mazières (p.669)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel** par Pierre-Yves Gahdoun.



**Doctrine**

**Renvoi pour cause de suspicion légitime en violation de la collégialité (à propos d'ordonnances de premiers présidents de Cour d'appel)** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université de Lorraine ..... 619

SUSPICION LÉGITIME – Rejet de la requête – Recours – Jurisdiction immédiatement supérieure (art. 359 CPC) – Détermination (deux espèces).

Première espèce : **COUR D'APPEL DE COLMAR (Ord. Prés.) 19 mai 2014** ..... 624

Deuxième espèce : **COUR D'APPEL DE RIOM (Ord. Prés.) 3 juin 2014** ..... 624

**Les CHSCT dans la tourmente ? (à propos du Rapport Verkindt)** par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail ..... 625

**Le contrôle par le juge des clauses contractuelles relatives à la durée et aux horaires de travail** par **Anja Johansson**, enseignant-chercheur, Institut du Travail, Université de Strasbourg ..... 634

**Document**

**Charte sur la sous-traitance du nettoyage Louvre Hotels Group** ..... 642

**Jurisprudence**

CHSCT – Expertise – Recours – Risque grave – Caractérisation (deux espèces) – Exposition à l'amiante (première espèce) – Installation sur un ancien site Seveso II (deuxième espèce).

Première espèce : **TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOURG-EN-BRESSE 18 février 2014** ..... 646

Deuxième espèce : **COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 mai 2014** ..... 647

Note **Fabrice Février**, Avocat au Barreau de Paris ..... 648

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Condamnation à l'art. 700 CPC – Justification.

CONTRAT DE TRAVAIL – Contrat aidé – Obligation de formation – Respect

**COUR D'APPEL DE VERSAILLES (19<sup>ème</sup> ch.) 15 mai 2014** ..... 650

Note **Philippe Lejard**, Avocat au Barreau de Pontoise ..... 651

CONTRAT DE TRAVAIL – Employeur – Qualité – Licenciement collectif au sein d'un groupe de sociétés – Société-mère – Reconnaissance – Conditions – Confusion d'intérêts, d'activité et de direction.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 juillet 2014** ..... 653

Note **Myriam Castel**, Doctorante, Chercheur à l'IRDEIC, Université Toulouse 1 Capitole ..... 654

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Revendication portant sur le remboursement de frais – Licenciement pour faute – Atteinte à la liberté d'expression – Trouble manifestement illicite – Réintégration.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 février 2014** ..... 657

Note ..... 658

CONTRAT DE TRAVAIL – Licenciement pour faute grave – Conditions de travail – Tension professionnelle extrême – Pressions diverses – Conditions dégradantes – Alerte du CHSCT – Défaut de prise en compte – Suicide du salarié – Manquement à l'obligation de sécurité de résultat – Rupture privée de cause réelle et sérieuse – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession.

**COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6<sup>ème</sup> ch.) 28 janvier 2014** ..... 658

Note **Simon Daudet**, DLAJ, UD CGT Haute-Vienne ..... 661

DISCRIMINATION – Activités syndicales – Évolutions de carrière.

**COUR D'APPEL DE VERSAILLES (5<sup>ème</sup> Ch.) 20 février 2014** ..... 663

Note **Annie de Saint-Rat**, Avocate au Barreau de Paris ..... 666

GRÈVE – Service public – Champ d’application (L 2512-1 s. C. Tr.) – Entreprise privée attributaire d’un service public par voie de marché public (oui) – Modalités de dévolution du service public ou de l’éventuelle rémunération du gestionnaire du service – Caractère indifférent.	
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – 1° Procédure – Enquête contradictoire – Rôle de l’Inspecteur du travail – Communication des pièces et éléments déterminants aux parties – Exception – 2° Faute – Grève dans les services publics – Absence de préavis – Salarié préalablement informé – Maintien de sa participation au mouvement collectif.	
<b>CONSEIL D’ÉTAT (4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> ssr) 4 décembre 2013</b> .....	668
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d’entreprise .....	669
<b>Annexes :</b>	
SERVICE PUBLIC – Mission de service public – Exécution par une personne privée (deux espèces) – Caractérisation – Conditions – Mission d’intérêt général – Appréciation du rôle de l’administration dans les conditions de création et de fonctionnement de la personne privée (première espèce) – Habilitation – Conditions – Existence d’un contrat de DSP ou d’un contrat de marché public entre la personne publique et le délégataire (deuxième espèce).	
<b>Sous-note 1 : CONSEIL D’ÉTAT (Sect.) 22 fév. 2007</b> .....	675
<b>Sous-note 2 : CONSEIL D’ÉTAT (Sect.) 6 avr. 2007</b> .....	675
GRÈVE – Service public – Champ d’application – Interruption d’une ligne SNCF – Société privée de transport routier chargée d’une tâche temporaire de remplacement – Application (oui).	
<b>Sous-note 3 :</b>	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 octobre 2012</b> .....	676
LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Représentation des travailleurs – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire (non) – Litige entre particuliers – Mise à l’écart des dispositions nationales contraires (non).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 juillet 2014</b> .....	677
Note .....	677
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Dénonciation de maltraitance – Travailleur social – Nullité de la mesure prise à titre de rétorsion – Référé – Continuation du contrat de travail.	
<b>CONSEIL DE PRUD’HOMMES D’AMIENS (Référé) 9 avril 2014</b> .....	678
Note .....	680

## Chroniques jurisprudentielles

<b>Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel</b> Extraits de décisions sélectionnées et commentées par Pierre-Yves Gahdoun, Professeur à l’Université Montpellier-I – CERCOP (deuxième partie)	
TEMPS DE TRAVAIL – Repos dominical – Dérogation préfectorale – Contestation – Recours juridictionnel – Caractère suspensif – Atteinte aux droits de la défense – Inconstitutionnalité.	
<b>Décision n° 2014-374 QPC du 04 avril 2014</b> .....	681
Observations .....	682
PORTAGE SALARIAL – Organisation de l’ensemble contractuel – Loi confiant cette mission à la négociation collective – Détermination des principes fondamentaux en certaines matières – Responsabilité du législateur – Méconnaissance – Atteinte à la liberté d’entreprendre – Inconstitutionnalité.	
<b>Décision n° 2014-388 QPC du 11 avril 2014</b> .....	683
Observations .....	684
CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Régime – Principe d’égalité – Différence de traitement – Admission – Conditions – Conformité à la constitution (oui) – 1° Exclusion du versement de l’indemnité de fin de contrat (deux espèces) – Contrat conclu durant les congés scolaires avec un jeune (première espèce) – Contrats saisonniers et d’usage (deuxième espèce) – 2° Cas de recours – Contrat d’usage (deuxième espèce).	
Première espèce : <b>Décision n° 2014-401 QPC du 13 juin 2014</b> .....	686
Deuxième espèce : <b>Décision n° 2014-402 QPC du 13 juin 2014</b> .....	686
Observations .....	688